

Original: anglais

ARGENTINE - MESURES VISANT LES TEXTILES,  
LES VÊTEMENTS ET LES CHAUSSURES

Demande de consultations présentée par les Communautés européennes

La communication ci-après, datée du 23 avril 1997, adressée par la Délégation permanente de la Commission européenne à la Mission permanente de l'Argentine et à l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

---

D'ordre de mes autorités, j'ai l'honneur de demander l'ouverture de consultations avec le gouvernement argentin conformément à l'article XXII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (le "GATT de 1994"), à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, à l'article 14 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (OTC) et à l'article 7 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, au sujet de modifications apportées récemment à la politique commerciale de l'Argentine concernant les secteurs des textiles, des vêtements et des chaussures.

Conformément aux dispositions de différentes mesures gouvernementales, et en particulier du Décret n° 998/95, l'Argentine a imposé divers droits spécifiques sur les textiles, les vêtements et les chaussures. Ces modifications ont entraîné un relèvement des droits et, dans certaines circonstances, ont conduit à des droits appliqués supérieurs à la consolidation de 35 pour cent que l'Argentine a consentie à la suite de l'achèvement du Cycle d'Uruguay. La Communauté européenne considère que ces mesures, en ayant cet effet, sont contraires aux concessions accordées par l'Argentine conformément à l'article II du GATT de 1994 et constituent une violation de l'article XXVIII du GATT de 1994.

Pour ce qui est de la législation actuellement en vigueur concernant les prescriptions en matière d'étiquetage pour ces produits (et en particulier les Résolutions n° 622/95 et 26/96), la Communauté a des préoccupations additionnelles. L'obligation de faire figurer sur les étiquettes le nom de l'importateur et le numéro de l'attestation présentée par l'importateur aux autorités argentes créera des obstacles au commerce. Ces renseignements additionnels n'apportent aucun avantage de plus aux consommateurs et la Communauté estime donc que ces prescriptions ne sont peut-être pas conformes avec, en particulier, mais non nécessairement exclusivement, les dispositions de l'article 2 de l'Accord OTC.

Pour ce qui est des préoccupations exprimées ci-dessus, la Communauté estime que ces mesures ne sont peut-être pas conformes avec, en particulier, mais non nécessairement exclusivement, l'article 7 de l'Accord sur les textiles et les vêtements.

J'adresse une copie de la présente demande aux Présidents du Conseil du commerce des marchandises, de l'Organe de règlement des différends et de l'Organe de supervision des textiles.

J'attends la réponse de vos autorités à la présente demande afin que nous puissions fixer une date et un lieu mutuellement satisfaisants pour engager les consultations, que la Communauté européenne suggère de tenir à Genève pendant la semaine commençant le 12 mai 1997.